

AMUNDI TRANSMISSION IMMOBILIER

Société de placement à prépondérance immobilière à capital variable
constituée sous forme de société par actions simplifiée
au capital initial de 1.000.000 euros
Siège social : 91-93 boulevard Pasteur
75015 PARIS

Société en cours de formation

STATUTS CONSTITUTIFS

LES SOUSSIGNEES :

1. **La société AMUNDI IMMOBILIER**, Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF le 26 juin 2007 sous le numéro GP 07000033, dont le siège social est sis 91-93, boulevard Pasteur à Paris (75015), immatriculée sous le numéro 315 429 937 RCS Paris
2. **La société AMUNDI GROUP**, société anonyme, au capital social de 416.979.200 euros, dont le siège social est sis 91-93 boulevard Pasteur à Paris (75015), immatriculée sous le numéro 314 222 902 RCS Paris

ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIT LES STATUTS D'UNE SOCIETE DE PLACEMENT A PREPONDERANCE IMMOBILIERE A CAPITAL VARIABLE.

Sauf définition contraire au sein des présentes, les termes commençant par une majuscule et déjà définis dans le Prospectus de la SPPICAV ont le même sens dans les présents statuts.

TITRE 1

FORME, OBJET, DENOMINATION, SIEGE SOCIAL, DUREE DE LA SOCIETE

Article 1 - Forme

Il est formé entre les détenteurs d'Actions ci-après créées et de celles qui le seront ultérieurement une Société de Placement à Prépondérance Immobilière à Capital Variable (ci-après la "SPPICAV") sous forme de société par actions simplifiée régie notamment par les dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés par actions simplifiée (Livre II - Titre II - Chapitre VII), du Code monétaire et financier (Livre II – Titre I – Chapitre IV), leurs textes d'application et les textes subséquents, par les présents statuts, le DICI et le Prospectus.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associés.

Article 2 - Objet

La SPPICAV a pour objet :

- i) l'investissement dans des immeubles qu'elle donne en location ou qu'elle fait construire exclusivement en vue de leur location, qu'elle détient directement ou indirectement, y compris en état futur d'achèvement,
- ii) toutes opérations nécessaires à leur usage ou à leur revente, la réalisation de travaux de toute nature dans ces immeubles, notamment les opérations afférentes à leur construction, leur rénovation et leur réhabilitation en vue de leur location, étant précisé que les actifs immobiliers ne peuvent être acquis exclusivement en vue de leur revente, et
- iii) accessoirement, la gestion d'instruments financiers et de dépôts, dans les conditions prévues par la loi et la réglementation et détaillées dans le Prospectus de la SPPICAV.

Pour la conduite de son activité ou celle de ses filiales visées au b et c du I de l'article L. 214-36 du Code monétaire et financier, la SPPICAV pourra (x) recourir à l'endettement, (y) consentir à la garantie de ses obligations ou de celles de ses filiales au titre de tous endettements et autres engagements souscrits par la SPPICAV ou ses filiales, toutes sûretés personnelles ou réelles sur ses actifs, et notamment sur les revenus présents ou futurs et les droits de créances lui appartenant et (z) convenir de tous accords de subordination avec ses créanciers et/ou ceux de ses filiales.

Article 3 - Dénomination

La SPPICAV a pour dénomination : **AMUNDI TRANSMISSION IMMOBILIER**

Cette dénomination sera suivie de la mention "Société de Placement à Prépondérance Immobilière à Capital Variable" accompagnée ou non du terme "SPPICAV".

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au : **91-93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS.**

Il peut être transféré dans un autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, sous réserve d'une ratification par une décision de la collectivité des Associés. Dans cette hypothèse, le Président a tous pouvoirs pour modifier en conséquence les statuts de la SPPICAV.

Il peut être transféré en tout autre endroit en France par une décision collective des Associés.

Article 5 - Durée

La durée de la SPPICAV est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dans les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

TITRE 2

CAPITAL INITIAL, VARIATIONS DU CAPITAL, CARACTERISTIQUES DES ACTIONS

Article 6 - Capital social initial - Actions - Décimalisation

6.1. Capital social

Le capital initial de la SPPICAV s'élève à la somme de 1.000.000 euros et est divisé en 1.000 actions d'une valeur nominale de 1.000 euros chacune, intégralement souscrites, et toutes de même catégorie (ci-après les « **Actions** »).

Le capital initial de la SPPICAV a été constitué par des apports en numéraire et en nature.

Les Actions pourront faire l'objet de regroupement ou de division par décision collective des Associés.

6.2. Décimalisation

Les Actions pourront être fractionnées, sur décision du Président, en dixièmes, centièmes, millièmes, dix millièmes ou cent millièmes, dénommées « fractions d'Action ».

Les dispositions des statuts régissant l'émission et le rachat d'Actions sont applicables aux fractions d'Actions dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle des Actions qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions des statuts relatives aux Actions s'appliquent aux fractions d'Actions sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Article 7 - Variations du capital

Le montant du capital est susceptible de modification, résultant de l'émission par la SPPICAV de nouvelles Actions et de diminutions consécutives au rachat d'Actions par la SPPICAV aux Associés qui en font la demande, sous réserve de l'application des règles de limitation des rachats mentionnées dans le Prospectus et rappelées à l'article 12.2 ci-après. Il sera à tout moment égal à la valeur de l'actif net de la SPPICAV, déduction faite des sommes distribuables définies à l'article 27 ci-dessous.

Article 8 - Forme des Actions

Les Actions revêtent la forme nominative.

Les droits des titulaires des Actions sont représentés par une inscription en compte à leur nom chez l'émetteur.

Article 9 - Droits et obligations attachés aux Actions

Les droits et obligations attachés à l'Action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque et notamment, en cas d'échange ou de regroupement, les propriétaires d'Actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente d'Actions nécessaires.

Chaque Action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans la répartition du boni de liquidation, à une part proportionnelle à la fraction du capital social qu'elle représente.

Article 10 - Calcul de la valeur liquidative

La Valeur Liquidative des Actions, servant de base aux souscriptions et rachats des Actions de la SPPICAV, est obtenue en divisant l'actif net de la SPPICAV par le nombre d'Actions émises.

Les actions de la SPPICAV sont émises et rachetées à la demande des Associés à la prochaine Valeur Liquidative, sous réserve des délais et des règles de limitation des rachats mentionnés dans le Prospectus.

Article 11 - Indivisibilité des Actions

Tous les détenteurs indivis d'une Action ou les ayants droit sont tenus de se faire représenter auprès de la SPPICAV par une seule et même personne nommée d'accord entre eux, ou à défaut par le président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social.

Le droit de vote attaché à l'Action appartient à l'usufruitier pour les décisions collectives des Associés ayant un caractère ordinaire, et au nu-proprétaire pour les décisions collectives des Associés ayant un caractère extraordinaire. Cependant, les titulaires d'Actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote dans le cadre des décisions collectives des Associés. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la SPPICAV par lettre recommandée adressée au siège social, la SPPICAV étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective des Associés qui interviendrait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-proprétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives des Associés.

Au cas où le fractionnement d'Actions a été retenu, conformément à l'article 6 des présents statuts, les propriétaires de fractions d'Actions peuvent se regrouper. Ils doivent, en ce cas, se faire représenter dans les conditions prévues aux alinéas précédents, par une seule et même personne qui exercera, pour chaque groupe, les droits attachés à la propriété d'une Action entière.

Article 12- Emissions et rachats des Actions

12.1. Emissions d'Actions

Les Actions sont émises à la demande des Associés, dans les conditions et selon les modalités définies dans le DICI et le Prospectus de la SPPICAV, sur la base de leur Valeur Liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, la SPPICAV pourra cesser d'émettre des actions dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles que décrites dans le DICI et le Prospectus.

En outre, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'obligation d'émettre des Actions pourra être suspendue sur décision du Président au plus tard quinze jours calendaires avant la date prévue pour la réalisation de l'une des opérations d'apport à la SPPICAV autorisées par les textes en vigueur, notamment par voie de scission, fusion, ou transformation d'une SCPI ou d'une SPPICAV. En cas de réalisation de l'une de ces opérations, la Société de Gestion en informera préalablement le dépositaire de la SPPICAV.

Les Actions émises portent même jouissance que les Actions existantes le jour de l'émission.

La SPPICAV a la possibilité de prévoir un montant minimum de souscription selon les modalités prévues dans le Prospectus.

12.2. Rachat des Actions

Les actions sont rachetées à la demande des actionnaires, dans les conditions et selon les modalités définies dans le DICI et le Prospectus, sur la base de leur Valeur Liquidative diminuée, le cas échéant, des commissions de rachat.

Toutefois conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le rachat par la SPPICAV de ses actions peut être suspendu, à titre provisoire, par le Président en cas de force majeure et si l'intérêt de l'ensemble des actionnaires le commande.

De même, conformément à l'article L. 214-45 du Code monétaire et financier, lorsqu'un actionnaire détenant plus de 20 % et moins de 99 % des actions en circulation de la SPPICAV demande le rachat d'un nombre d'actions supérieur à 2 % de la totalité des actions de la SPPICAV, il doit en informer sans délai le dépositaire et la Société de Gestion. Le rachat des actions de la SPPICAV dépassant ces 2 % pourra alors être suspendu provisoirement par la Société de Gestion, dans les conditions fixées par le Prospectus.

Les souscriptions et les demandes de rachat sont pré-centralisées par CACEIS CORPORATE TRUST dans les conditions prévues par le Prospectus.

Article 13 - Apport en nature - Composition de l'actif de la SPPICAV

Outre les apports en nature réalisés lors de sa constitution, des apports en nature d'actifs éligibles à l'actif des SPPICAV peuvent également être effectués dans la SPPICAV en cours de vie sociale, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment en cas de fusion avec une société civile de placement immobilier ou une autre société de placement à prépondérance immobilière à capital variable, ou lorsqu'une société civile de placement immobilier lui transmet, par voie de scission, une partie de son patrimoine.

Les règles de constitution et de composition de l'actif de la SPPICAV, ainsi que les règles de recours de la SPPICAV à l'emprunt, l'utilisation d'instruments financiers à terme et d'opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres, ainsi que le recours aux garanties sont définies dans le DICI et le Prospectus.

Les apports sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

Il ne pourra être effectué aucun apport en nature tant que le capital initial n'aura pas été intégralement libéré.

TITRE 3

DIRECTION DE LA SOCIETE

Article 14 - Société de gestion

La société **Amundi Immobilier**, agréée par l'AMF en qualité de société de gestion de portefeuille sous le numéro GP 07000033, dont le siège social est situé 91-93, boulevard Pasteur à Paris (75015) et identifiée sous le numéro unique 315 429 837 RCS Paris, est désignée comme société de gestion nommée statutairement pour la durée de vie de la Société.

La Société de Gestion assure les missions qui lui sont confiées par la loi et les règlements en vigueur.

Article 15 - Présidence

La Présidence de la SPPICAV est assumée sous sa responsabilité, dans les conditions et avec les pouvoirs prévus par la loi et les statuts, par la Société de Gestion, pour la durée de ses fonctions de société de gestion de la SPPICAV.

La Société de Gestion dirige la SPPICAV et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, elle est investie de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales ou réglementaires et les présents statuts aux autres organes sociaux.

La SPPICAV est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

La Société de Gestion désigne un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations et encourant les mêmes responsabilités que s'il exerçait en son nom propre la Présidence, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la Société de Gestion qu'il représente. Lorsqu'elle met fin aux fonctions de son représentant, la Société de Gestion est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.

Les fonctions de Président prennent fin (i) soit par la démission, (ii) soit par la révocation pouvant intervenir à tout moment sur décision de l'Assemblée Générale, soit (iii) par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

La Société de Gestion peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit après accord de l'Assemblée Générale qui aura à statuer sur le remplacement de la Société de Gestion démissionnaire.

Article 16 - Conventions entre la SPPICAV et son Président ou ses Associés

Les conventions qui peuvent être passées entre la SPPICAV et son Président ou l'un de ses Associés disposant d'au moins 10 % des droits de vote, ou, s'il s'agit d'un Associé personne morale, la société le contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle ou d'information prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président.

Article 17 - Dépositaire

L'établissement dépositaire sera désigné par le Président par acte séparé.

Le Dépositaire assure les missions qui lui sont confiées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la SPPICAV.

En cas de litige avec la Société de Gestion, il informe l'Autorité des Marchés Financiers.

Article 18 - Le Document d'Informations Clés pour l'Investisseur et le Prospectus

La SPPICAV a établi un Prospectus, un Document d'Informations Clés pour l'Investisseur établi pour chacune des catégories d'actions, et les présents statuts, conforme aux dispositions du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, qui a été approuvé par l'Autorité des marchés financiers.

La Société de Gestion a tous pouvoirs pour y apporter, éventuellement, toutes modifications propres à assurer la bonne gestion de la SPPICAV, le tout dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires propres aux SPPICAV.

TITRE 4

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 19 - Nomination - Pouvoirs - Rémunération

Le ou les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices, par le Président de la SPPICAV, après accord de l'Autorité des Marchés Financiers, parmi les personnes habilitées à exercer ces fonctions dans les sociétés commerciales.

Ils peuvent être renouvelés dans leurs fonctions.

Ils portent à la connaissance de l'Autorité des Marchés Financiers, ainsi qu'à celle de la collectivité des Associés de la SPPICAV, les irrégularités et inexactitudes qu'ils ont relevées dans l'accomplissement de leur mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du ou des commissaires aux comptes.

Ils apprécient tout apport en nature et établissent sous leur responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Ils certifient l'exactitude de la composition de l'actif et les autres éléments avant publication.

Les honoraires du ou des commissaires aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le Président de la SPPICAV au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

FJ

7
NS

En cas de liquidation, ils évaluent le montant des actifs et établissent un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Le ou les commissaires aux comptes attestent les situations qui servent de base à la distribution d'acomptes.

Le Président de la SPPICAV peut désigner un ou deux commissaires aux comptes suppléants dans les mêmes conditions que celles relatives aux commissaires aux comptes titulaires.

Les commissaires aux comptes suppléants sont appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès de ces derniers.

TITRE 5

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 20 - Droit de communication des Associés

20.1. Droit de communication permanent

Chaque Associé, copropriétaire indivis d'actions, nu-proprétaire, usufruitier d'actions, ou mandataire d'un associé peut, à toute époque de l'année, venir consulter et prendre copie aux frais de la SPPICAV, au siège social ou au lieu de la direction administrative de la SPPICAV, les documents suivants concernant les trois derniers exercices :

- l'inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de la SPPICAV et de toute filiale,
- les comptes (bilan, compte de résultat, annexe) de la SPPICAV et de toute filiale,
- les rapports du Président,
- les rapports du (ou des) commissaire(s) aux comptes de la SPPICAV et de toute filiale,
- le registre des décisions des Associés de la SPPICAV,
- le registre des décisions des associés de toute filiale de la SPPICAV,
- les feuilles de présence des Associés aux assemblées générales,
- les actes signés par l'ensemble des Associés,
- les conventions réglementées et courantes visées respectivement aux articles L. 227-10 et L. 227-11 du Code de commerce.

Tout Associé exerçant son droit de communication permanent peut, à ses frais, se faire assister par un expert de son choix.

20.2. Droit de communication préalable à toute prise de décision des Associés

Chaque Associé, copropriétaire indivis d'actions, nu-proprétaire, usufruitier d'actions, ou mandataire d'un associé peut, dès réception de la convocation à une assemblée générale, venir consulter et prendre copie aux frais de la SPPICAV, au siège social ou au lieu de la direction administrative de la SPPICAV, des documents suivants :

- l'inventaire des éléments actifs et passifs du patrimoine de la SPPICAV et de toute filiale,
- les comptes du dernier exercice écoulé (bilan, compte de résultat, annexe) de la SPPICAV et de toute filiale,
- le rapport du Président,
- le cas échéant, les rapports du (ou des) commissaire(s) aux comptes portant sur un projet de décision,

- le texte des projets de décision des Associés.

Tout Associé exerçant son droit de communication préalable à toute prise de décision des Associés, peut, à ses frais, se faire assister par un expert de son choix.

Tout Associé peut également demander qu'une copie de ces documents ainsi qu'un formulaire de vote à distance lui soient envoyés aux frais de la SPPICAV, dès réception de la convocation à une assemblée générale.

Article 21 - Modes et règles de consultation des Associés

La volonté des Associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent tous les Associés.

Chaque Associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par son mandataire.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action donne droit à une voix.

Le droit d'assister ou de se faire représenter aux délibérations des Associés est subordonné à l'inscription de l'Associé dans les registres de la SPPICAV, deux jours calendaires au moins avant la date de réunion des Associés. Toutefois, le Président a tous pouvoirs pour réduire ce délai.

Sauf dans les cas où la loi ou les statuts imposent la tenue d'une assemblée, les décisions collectives des Associés sont prises, au choix du Président, soit en assemblée générale, soit par consultation écrite, soit dans un acte signé par l'ensemble des Associés.

La collectivité des Associés doit obligatoirement approuver les comptes de la SPPICAV en assemblée générale, en conformité avec la législation en vigueur, sous réserve de prolongation par une décision de justice.

Les procès-verbaux des décisions des associés sont consignés dans un registre coté et paraphé. Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

21.1. En cas de réunion d'une assemblée générale

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours calendaires au moins avant la date de la réunion. Toutefois, la convocation peut être faite à tout moment si tous les Associés sont présents ou représentés. Elle comporte l'indication du jour, de l'heure, du lieu et de l'ordre du jour de la réunion.

Un ou plusieurs Associés représentant plus du dixième des voix peuvent également charger l'un d'entre eux de convoquer une assemblée générale.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

L'assemblée est présidée par le Président de la SPPICAV. A défaut, elle élit son président parmi les Associés.

L'assemblée générale a lieu, soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans la convocation.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des Associés (ou les représentants des Associés personnes morales).

Les Associés peuvent participer aux assemblées générales par voie de visioconférence ou de conférence téléphonique. Dans ce cas, l'assemblée devra établir un règlement intérieur pour définir les modalités des réunions par voie de visioconférence ou de conférence téléphonique.

Les Associés peuvent se faire représenter par toute personne de leur choix munie d'une procuration écrite. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. A défaut d'indication de mandataire sur la procuration, le vote est réputé en faveur du projet de résolution présenté par l'auteur de la convocation.

Les Associés peuvent également voter par correspondance au moyen d'un formulaire remis par la SPPICAV sur leur demande, présenté cinq (5) jours calendaires au moins avant l'assemblée. A défaut d'indication de vote sur une résolution, le vote est considéré comme négatif.

A chaque assemblée générale, est tenue une feuille de présence émarginée par les Associés présents et leurs mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et le secrétaire. A défaut de feuille de présence, les signatures de tous les Associés présents et de tous les mandataires des Associés représentés doivent également figurer sur le procès-verbal.

Les procès-verbaux doivent notamment indiquer le lieu et la date de la consultation, les documents et informations communiqués préalablement aux Associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote. A défaut de feuille de présence, les procès-verbaux doivent également indiquer l'identité des Associés présents et représentés, celle des mandataires des Associés représentés et le nombre d'actions détenues par chaque Associé.

21.2. En cas de consultation écrite

Le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des Associés sont adressés par le Président à chacun par tous moyens. Les Associés disposent d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie.

Le Président doit en principe procéder au dépouillement des réponses à la date d'expiration de ce délai. Si à cette date, le Président n'a pas reçu de réponse d'un Associé, celui-ci est considéré comme n'ayant pas approuvé ces résolutions.

Toutefois, si les votes de tous les Associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

21.3. En cas de consentement de tous les associés exprimé dans un acte

Lorsque la décision des Associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, sur le registre des décisions des Associés. Cette mention contient obligatoirement l'indication de la forme, de la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. L'acte lui-même, s'il est sous seing privé, ou sa copie authentique, s'il est notarié, est conservé par la SPPICAV de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des décisions.

Cet acte n'est opposable à la SPPICAV qu'à partir du moment où son Président, s'il n'est pas Associé, en a eu connaissance.

Article 22 - Nature des décisions collectives et règles de majorité

22.1. Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des Associés dans les conditions suivantes :

- Décisions prises par plus de la moitié des voix des Associés présents ou représentés :
 - nomination et révocation du Président ;
 - nomination des commissaires aux comptes ;

- approbation des comptes annuels ;
 - affectation des résultats, distribution de dividendes, d'acomptes sur dividendes, de primes, de réserves ;
 - approbation du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées ;
 - constatation de la clôture de la liquidation de la SPPICAV ;
 - nomination et révocation du liquidateur, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération ;
 - répartition du boni de liquidation.
- Décisions prises des deux tiers des voix des associés présents ou représentés :
- nomination et révocation du Président ;
 - transformation en une forme de société dans laquelle la responsabilité des Associés n'est pas aggravée ;
 - fusion, scission et apport partiel d'actif ;
 - dissolution de la SPPICAV.
 - toutes modifications statutaires (à l'exception de la faculté offerte au Président de modifier les statuts en cas de transfert du siège social décidé par le Président, tel que prévu à l'article 4 ci-dessus).
- Décisions prises à l'unanimité des voix des associés :
- prorogation de la durée de la SPPICAV ;
 - transfert du siège de la SPPICAV à l'étranger ;
 - transformation en une forme de société dans laquelle la responsabilité des Associés est aggravée.

22.2. Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Article 23 - Réunion de toutes les actions en une seule main

Lorsque la SPPICAV ne comprend qu'un seul Associé, les décisions décrites à l'article 24 sont de la compétence de l'Associé unique.

Les décisions de l'Associé unique sont constatées par un procès-verbal signé par le Président et l'Associé unique. Les procès-verbaux des décisions de l'Associé unique sont consignés dans l'ordre chronologique, dans un registre coté et paraphé.

TITRE 6

COMPTES ANNUELS

Article 24 - Exercice social - Comptabilité

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra toutes les opérations effectuées depuis la date de création de la SPPICAV jusqu'au 31 décembre 2015.

La SPPICAV tient sa comptabilité en euros.

Article 25 - Affectation et répartition des résultats

Le Président arrête le résultat net de l'exercice qui, conformément aux dispositions de la loi, est égal à la somme :

- i) des produits relatifs aux actifs immobiliers, diminués du montant des frais et charges y afférent ;
- ii) des produits et rémunérations dégagés par la gestion des autres actifs diminués du montant des frais et charges y afférent ;
- iii) des autres produits, diminués des frais de gestion et des autres frais et charges, qui peuvent être directement rattachés aux actifs mentionnés aux paragraphes (i) et (ii) ci-dessus.

Les sommes distribuables au titre d'un exercice sont constituées, conformément à la loi, par :

- le résultat net de l'exercice augmenté du report à nouveau, majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation ;
- les plus-values réalisées lors de la cession de certains actifs de la SPPICAV déterminés par la loi. Ces plus-values sont celles réalisées au cours de l'exercice nettes de frais et diminuées des moins-values nettes de frais réalisées sur ces mêmes actifs au cours du même exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature réalisées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution et majorées ou diminuées du solde des comptes de régularisation.

La SPPICAV est soumise à l'obligation de distribuer annuellement une fraction de ses bénéfices, dans les conditions prévues par la loi et la réglementation en vigueur.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 26 - Boni de liquidation

Le boni de liquidation de la SPPICAV sera réparti entre les Associés en proportion du nombre d'Actions détenues par chacun d'eux.

TITRE 7

PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 27 - Prorogation ou dissolution anticipée

Le Président peut, à toute époque et pour quelque cause que ce soit, proposer à une assemblée extraordinaire la dissolution anticipée ou la liquidation de la SPPICAV.

Le Président peut, à l'approche du terme de la SPPICAV, proposer à une assemblée extraordinaire la prorogation de la durée de vie de la SPPICAV.

L'émission d'Actions nouvelles et le rachat par la SPPICAV d'Actions aux Associés qui en font la demande cessent le jour de la publication de la convocation de la réunion de la collectivité des Associés à laquelle sont proposées la dissolution anticipée et la liquidation de la SPPICAV, ou à l'expiration de la durée statutaire de la SPPICAV.

Article 28 - Liquidation

A l'expiration du terme fixé par les statuts, de survenance d'un cas de liquidation prévu par la loi ou les règlements applicables à la SPPICAV, ou encore en cas de résolution décidant une dissolution anticipée, la collectivité des Associés décide, sur la proposition du Président, la liquidation de la SPPICAV.

Le ou les commissaires aux comptes évaluent le montant des actifs et établissent un rapport sur les conditions de la liquidation et les opérations intervenues depuis la clôture de l'exercice précédent. Ce rapport est mis à la disposition des Associés et transmis à l'Autorité des Marchés Financiers.

La Société de Gestion détermine et au vu du rapport du (ou des) commissaire(s) aux comptes, les conditions de la liquidation ainsi que les modalités de répartition des actifs de la SPPICAV. Elle peut décider que le rachat se fera en nature lorsque la liquidation est réalisée par rachat des Actions.

La Société de Gestion assume les fonctions de liquidateur sous le contrôle du Dépositaire. A défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de tout Associé, parmi les sociétés de gestion de portefeuille agréées par l'Autorité des marchés financiers.

Le liquidateur représente la SPPICAV. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible. Sa nomination ne met pas fin aux pouvoirs du (ou des) commissaire(s) aux comptes.

Le liquidateur peut, en vertu d'une décision collective des Associés, faire l'apport à une autre société de tout ou partie des biens, droits et obligations de la SPPICAV dissoute, ou décider la cession à une société ou à toute autre personne de ses biens, droits et obligations.

La collectivité des Associés conserve pendant la liquidation les mêmes attributions que durant le cours de la SPPICAV ; elle a notamment, le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus au liquidateur.

TITRE 8

CONTESTATIONS

Article 29 - Compétence - Election de domicile

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la vie de la SPPICAV ou de sa liquidation soit entre les Associés et la SPPICAV, soit entre les Associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

TITRE 9

ANNEXE

Article 30 - Annexe

30.1. Premiers Associés

La SPPICAV a été constituée entre :

- la société AMUNDI IMMOBILIER, qui a souscrit 1 action, et versé la somme de 1.000 euros hors commission acquise à la SPPICAV, correspondant à 100 % de sa souscription de 1.000 euros. Le montant total de sa souscription, soit commission acquise à la SPPICAV incluse, s'élève à la somme de 1.049 euros.

- la société AMUNDI GROUP, qui a souscrit 999 actions, et versé la somme de 999.000 euros hors commission acquise à la SPPICAV, correspondant à 100 % de sa souscription de 999.000 euros. Le montant total de sa souscription, soit commission acquise à la SPPICAV incluse, s'élève à la somme de 1.047.951 euros.

30.3. Premier commissaire aux comptes

Le premier commissaire aux comptes titulaire, désigné pour une durée de six exercices expirant à la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 est La société KPMG SA ,société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes au capital de 5.497.100 euros, dont le siège social se situe Immeuble le Palatin – 3, cours du Triangle – 92939 Paris la Défense cedex et identifiée sous le numéro unique 775 725 417 RCS Nanterre représentée par Monsieur Nicolas Duval-Arnould.

30.4. Reprise des engagements accomplis pour le compte de la SPPICAV en formation

Il a été accompli, par la société AMUNDI IMMOBILIER, dès avant ce jour, pour le compte de la SPPICAV en formation, les actes énoncés dans l'état (i) ci-après, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résultera pour la SPPICAV.

Cet état, dressé par la société Amundi Immobilier, a été présenté aux Associés avant lecture et signature des présentes, qui déclarent approuver ces engagements.

En outre, mandat est donné aux termes des statuts à AMUNDI IMMOBILIER, en qualité d'Associé fondateur, à l'effet de conclure, pour le compte de la SPPICAV, en attendant son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, les actes qui sont déterminés et dont les modalités sont précisées dans l'état (ii) ci-après, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résultera pour la SPPICAV.

L'immatriculation de la SPPICAV emportera de plein droit reprise par elle des actes et engagements figurant dans les deux états suivants :

- (i) Etat des engagements pris avant la signature des statuts :
 - mise en place d'une domiciliation par la société Amundi Immobilier ;
 - ouverture d'un compte bancaire auprès de CACEIS Bank;
 - signature de la convention dépositaire avec CACEIS Bank France

- (ii) Etat des engagements devant être pris entre la signature de statuts et l'immatriculation de la SPPICAV au Registre du Commerce et des Sociétés :
 - accomplissement des formalités d'immatriculation de la SPPICAV auprès du greffe du tribunal de commerce de Paris ;

- frais et honoraires d'agrément et de constitution de la SPPICAV.

Par ailleurs, la société Amundi Immobilier en qualité de Président est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la SPPICAV en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la SPPICAV après vérification par la collectivité des Associés, postérieurement à l'immatriculation de la SPPICAV au Registre du Commerce et des Sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

La SPPICAV jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

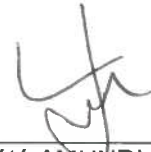
Fait à Paris,

Le 23/12/2014

En six (6) exemplaires



Pour la société AMUNDI IMMOBILIER
M. Nicolas SIMON



Pour la société AMUNDI GROUP
M. Fathi JERFEL
Dûment habilité à l'effet des présentes



Le Président*
AMUNDI IMMOBILIER
Représentée M. Nicolas Simon

Bon pour acceptation des fonctions de président

*«**Bon pour acceptation des fonctions de Président**»

